

Canicule :

Halte à l'hypocrisie gouvernementale !

Nantes, le 23 juin 2026

Symptômes du dérèglement climatique, les épisodes caniculaires se multiplient et mettent une nouvelle fois en lumière les conséquences concrètes de la politique austéritaire de Macron et de ses gouvernements.

Comme hier avec l'épisode de neige et de vent, ou pire pendant le COVID, faute des investissements et des équipements nécessaires, le gouvernement a pris l'habitude de fermer ou d'encourager la fermeture de services publics.

À l'heure où élèves et enseignants étouffent aujourd'hui dans les salles de classe, l'exemple de l'Éducation nationale est sans doute le plus frappant.

L'annonce brutale de la fermeture totale ou partielle de nombreux établissements scolaires, décidée localement par des collectivités et des directions désœuvrées, contribue à opposer les personnels de l'Éducation nationale aux salariés qui se retrouvent bien souvent sans solution de garde pour leurs enfants.

Des parents d'élèves alertent par ailleurs sur le fait que, dans nombre de logements qui sont de véritables passoires thermiques, la chaleur est encore moins supportable qu'à l'école où au collège.

En réalité, chacun est victime de la politique antisociale de Macron.

Il est évident que la sécurité des personnels et des élèves – et au-delà de l'ensemble des salariés – est une priorité qui engage la responsabilité des employeurs. Mais qu'en est-il dans les faits ?

En 2023, Macron avait promis la rénovation en dix ans de 40 000 écoles, dont 10 000 d'ici 2027. Il n'en est rien. La Fédération FO de l'Enseignement nous apprend que, depuis 2024, le ministère de l'Éducation nationale a restitué plus de 900 millions d'euros de crédits, qui auraient été bien utiles à l'équipement (climatiseurs, ventilateurs...) et à la rénovation des 60 000 établissements scolaires du pays.

Dans le même temps, le gouvernement Macron/Lecornu prévoit l'ajout de 36 milliards d'euros de crédits aux 413 milliards existants dans la loi de programmation militaire 2024-2030... L'argent existe donc bel et bien.

C'est la raison pour laquelle l'Union Départementale CGT-Force Ouvrière de Loire-Atlantique réaffirme que l'ensemble des crédits injectés dans l'économie de guerre doit être immédiatement redirigé vers la satisfaction des besoins sociaux.

Rénovations, constructions, aménagements, équipements, accompagnements... : autant d'activités qui génèrent un nombre d'emplois bien plus conséquent et plus utile socialement qu'un modèle fondé sur le développement de l'industrie militaire.